

Bolivie : une victoire annoncée et confirmée d'Evo Morales

Jean-Jacques Kourliandsky*

* *Chercheur à l'IRIS*

Evo Morales, président sortant, l'a emporté dès le premier tour dimanche 12 octobre. 6 245 959 Boliviens étaient invités à voter pour élire leur chef d'État, leurs 130 députés et leurs 36 sénateurs. Conformément aux dispositions précautionneuses de la loi électorale bolivienne, la circulation des véhicules et la consommation de boissons alcooliques étaient prohibées le jour du vote. Ces interdits ont été globalement respectés. La présidente du Tribunal supérieur des élections, Wiklma Velasco, s'en est félicitée. Seuls deux incidents notables ont été signalés mais qui n'étaient pas de nature à modifier le sens du vote : un *hacker* a annoncé sur internet la suspension de la consultation en raison du décès d'Evo Morales, président sortant et candidat, d'une part, et les bulletins proposés dans les 15 000 centres de vote avaient été « chapeautés » d'une grosse coquille, la Bolivie étant présentée comme « plurinomiale » en lieu et place de « plurinationale », d'autre part.

POUR QUI VOTAIENT-ILS ?

Les électeurs avaient à départager cinq candidats à la présidentielle, et deux grandes options politiques. La palette idéologique était la suivante, deux candidats de gauche, Evo Morales et Juan del Granado, deux à droite, Samuel Doria Medina et Jorge Quiroga, et un indigéniste, Fernando Vargas. En confirmant l'un ou l'autre des candidats de gauche, les Boliviens privilégiaient la croissance par capitalisme d'État afin de canaliser les profits vers la réduction des inégalités. En

Bolivie : une victoire annoncée et confirmée d'Evo Morales

donnant sa chance à l'un des deux candidats libéraux, ils orientaient le pays vers un changement reposant sur l'initiative privée nationale et étrangère.

Les candidats et leurs étiquettes :

- Evo Morales Ayma (MAS, Mouvement vers le socialisme), président sortant (élu en 2005, réélu en 2009)
- Juan del Granado, (MSM, Mouvement sans peur), gauche, ancien maire de La Paz
- Samuel Doria Medina (UN, Unité nationale), droite
- Jorge Fernando Arturo Quiroga Ramirez, (PDC, parti démocrate-chrétien) ex-président (2001-2002), droite
- Fernando Vargas (Parti vert), indigéniste

Un retour sur les offres électorales respectives permet d'avoir en main les cartes manipulées par les électeurs boliviens.

Evo Morales, le président-candidat, est partisan d'un projet politique valorisant l'émancipation : émancipation des catégories sociales populaires, émancipation des populations d'origine indienne, émancipation de la Bolivie à l'égard des centres de pouvoir dominants, à commencer par les États-Unis. A cet effet, il défendait la nécessité d'un État fort en capacité de procéder à des redistributions sociales. Il encourage l'intégration entre pays partageant ces valeurs : en Amérique latine, l'ALBA (Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique), avec Cuba et le Venezuela, le Mercosur avec l'Argentine et le Brésil. Il cherche par ailleurs à garantir l'autonomie et le développement du pays en diversifiant ses partenariats au maximum, avec l'Europe comme avec la Chine, l'Iran et la Russie.

Samuel Doria Medina, à droite, a construit son programme sur son expérience de chef d'entreprise. Il a articulé sa campagne sur la dénonciation de la corruption du pouvoir. Afin de bonifier l'exploitation des ressources naturelles et d'être en capacité d'investir davantage, il a proposé de réviser la répartition des profits entre l'État bolivien et les sociétés étrangères, au bénéfice de ces

Bolivie :
une victoire
annoncée et
confirmée d'Evo
Morales

dernières. Sur le modèle de l'opposition vénézuélienne à Hugo Chavez, il a tenté de regrouper derrière lui l'ensemble des opposants.

Jorge Quiroga, autre candidat de droite, est un ancien ministre du dictateur Hugo Banzer (dictature de 1971 à 1978 et président constitutionnel de 1997 à 2001). Il défendait un projet de pays mieux géré pour le bien de tous, plus ouvert sur le monde et en particulier sur les pays de l'Alliance du Pacifique (association à caractère libérale de pays latino-américains proches des États-Unis, du Japon, des économies asiatiques, et de l'Union européenne).

Juan del Granado, défenseur des droits de l'homme, a milité dans divers partis de gauche et a été maire de la capitale, La Paz. Critique du MAS et de son candidat Evo Morales, comme de la droite, il proposait une accélération des réformes.

Fernando Vargas, leader des indigènes opposés à la construction d'une route traversant leur territoire, TIPNIS (Territoire indigène et parc national Isiboro Secure), il a incarné un courant fondamentaliste indigéniste qui a été toujours présent, bien que de façon minoritaire, à chaque élection.

Les votants ont tranché de façon massive puisque 89 % des inscrits ont mis un bulletin dans l'urne. Evo Morales (MAS) a recueilli 59,7 % des suffrages exprimés et a donc été réélu dès le premier tour. Samuel Doria Medina (UN), son concurrent le mieux placé, a obtenu 25,1 % des voix. Puis par ordre décroissant, Jorge Quiroga (PDC), 9,6 % ; Juan del Granada, 2,9 % ; et Fernando Vargas, 2,6 %. Evo Morales l'a emporté dans huit des neuf départements du pays, et Samuel Doria Medina dans le Beni, son territoire d'origine. Selon les premières estimations, le MAS obtiendrait la majorité des sièges de députés (80/130) et de sénateurs (24/36).

Pourquoi un vote aussi clairement exprimé en faveur d'un président qui n'est pas avare de formules et de postures ostentatoires, qui peuvent laisser dubitatifs l'observateur étranger ? D'autant plus que les manifestations de mécontentement social ont été ces dernières années nombreuses et que le pouvoir n'est pas exempt de comportements « nomenclaturistes », rappelés de droite à gauche.

Bolivie : une victoire annoncée et confirmée d'Evo Morales

La raison principale permettant de comprendre cette nette victoire d'Evo Morales est sans doute et d'abord, d'ordre économique. La Bolivie connaît depuis une dizaine d'années une croissance économique de 4 à 6 % par an, portée par la hausse du prix des matières premières exportées par le pays. Et à la différence d'autres gouvernements latino-américains affichant des ambitions similaires, mal concrétisées, la croissance bolivienne a été bonifiée socialement depuis l'accession au pouvoir d'Evo Morales en 2006. La Bolivie, comme le Brésil, l'Équateur et le Venezuela, peut en effet être définie comme un pays de capitalisme d'État. Mais allant au-delà des mots d'ordre, Evo Morales a rompu de façon effective avec le laisser-faire économique de ses prédécesseurs. Il a nationalisé les ressources du sous-sol, et ainsi doté l'État d'une force de frappe à l'origine de politiques de réduction des inégalités qui ont fait preuve de leur efficacité sociale... et électorale.

Ces mesures ont été accompagnées de décisions sociétales destinées à mettre à niveau culturel et de considération les populations indigènes qui étaient par ailleurs les plus défavorisées. L'État bolivien est désormais multinational et reconnaît les langues et traditions indigènes comme fondatrices de l'identité nationale, au même titre que l'espagnol.

Evo Morales a par ailleurs révisé le rapport au monde de la Bolivie. Il a valorisé la défense de la souveraineté couplée sur les coopérations entre égaux. Il a réactivé le contentieux territorial avec le Chili porté devant la CIJ (Cour internationale de justice), le Chili ayant annexé en 1883 la façade maritime (sur le Pacifique) de la Bolivie. La Bolivie n'a pas d'ambassadeur à Santiago du Chili. Au nom de l'intérêt du pays, elle a nationalisé les investissements du pétrolier brésilien Petrobras. Elle refuse toute ingérence, ce qui a provoqué un rappel croisé d'ambassadeurs avec les États-Unis et condamne les interventions occidentales en Libye, en Syrie et les mesures d'embargo à l'encontre de l'Iran.

Bolivie :
une victoire
annoncée et
confirmée d'Evo
Morales

Rappel des principales mesures adoptées depuis 2006 par les gouvernements Morales

- + Nationalisation des hydrocarbures, des mines, des télécommunications, et de la génération d'électricité
- + Réforme agraire
- + Programmes sociaux ayant permis la réduction de la grande pauvreté de 38 % à 20 % de la population
- + Création d'un État plurinational garanti par l'adoption d'une nouvelle constitution. Les langues indigènes sont désormais officielles au même titre que l'espagnol. Les communautés indigènes sont désormais consultées avant tout investissement énergétique, minier ou infrastructurel concernant leurs territoires.
- + Investissements en infrastructures (routières et de transports : téléphérique inauguré entre La Paz et la banlieue d'El Alto)

Fidèle à sa rhétorique, et laissant de côté son pragmatisme, Evo Morales a dédié sa victoire « à Fidel Castro et à Hugo Chavez ». « C'est la dignité et la souveraineté du peuple bolivien qui ont triomphé ». Les chefs d'État d'Argentine (Cristina Kirchner), de Cuba (Raúl Castro), du Nicaragua (Daniel Ortega), d'Uruguay (Pepe Mujica), et du Venezuela (Nicolas Maduro) ont été les premiers à le féliciter. Il a également, comme il le fait depuis 2006, saisi la tribune offerte par les élections pour enfoncer un clou qui lui est cher. Saluant la présence d'observateurs internationaux, qualifiée « d'importante », il a en effet ajouté : « il conviendrait de réfléchir à l'avenir à une présence d'une délégation bolivienne ou de l'OEA (Organisation des États américains) pour superviser les élections en Europe, aux États-Unis ou au Canada. »